

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10067>

Le fonds souverain français ne sauvera « ni les canards boiteux, ni les filières condamnées »



- Intelligence économique -

Date de mise en ligne : jeudi 26 février 2009

Spyworld Actu

Le Fonds stratégique d'investissement vient de prendre 2,3% de Valeo pour environ 19 millions d'euros. C'est là la 1ère mission de la nouvelle filiale de la CDC, qui ploie déjà sous une quarantaine de dossiers. Analyse.

Qui après Valeo : Heuliez ? Technip ? Trèves ? Thomson ? Le [fonds souverain à la française croule sous les dossiers](#). Du haut de ses six semaines d'existence effective, le FSI - Fonds stratégique d'investissement - a déjà 39 demandes en instance, dont 24 en cours d'examen. A la mi-janvier, on en recensait environ 25. Parmi elles, celle de l'équipementier familial Daher. Son nom avait en effet été mentionné il y a trois mois par l'Elysée au titre des tout premiers bénéficiaires de la force de frappe du FSI. Pour le reste, on ignore encore l'identité de ses futurs "clients". « Il est juste cependant de mentionner une prédominance du secteur automobile sur cette quarantaine de dossiers avec un ticket moyen avoisinant les 50 millions d'euros » indique à L'Expansion.com le député UMP Bernard Carayon, membre du conseil d'orientation du FSI.

En attendant, comme prévu dans son tableau de marche, l'entité dirigée par Gilles Michel et contrôlée par la CDC (elle en a 51%) vient tout juste de boucler sa première opération. Celle-ci a été officialisée aujourd'hui mercredi. Le fonds, doté dans l'immédiat d'une capacité de 1 milliard d'euros (20 milliards à terme), a investi... 18,7 millions dans Valeo. Soit nettement moins que la moyenne envisagée des 50 millions. Ce qui lui confère 2,35% du capital en direct. Mais en ajoutant les 6% que détenait la CDC, le duo public contrôle un peu plus de 8% du capital de l'équipementier auto et près de 10,5% de ses droits de vote. Il en est le 2ème actionnaire.

Visiblement, le marché a apprécié. L'action Valeo bondissait de 3% mercredi en séance avant de se replier quelque peu et de clôturer à +0,8%. L'irruption du FSI semble avoir le mérite de stabiliser un actionariat « fragilisé par la présence de Pardus » dicit une note de Natixis Securities. Pardus étant un fonds d'investissement américain à la tête de près de 20% du groupe français. La cellule analyse crédit de Louis Capital ne dit pas autre chose : « L'arrivée d'un actionnaire étatique est une bonne nouvelle (...) Elle laisse supposer la poursuite d'un soutien fort en cas de difficulté ».

Injecter du cash pour des projets viables

Il est vrai que Valeo n'a pas la chance d'être adossé à une maison-mère comme peuvent l'être ses concurrents, le français Faurecia au sein du groupe PSA ou l'allemand Continental récemment absorbé par son compatriote Schaeffler. Et puis Valeo est en mauvaise posture, à l'instar de toute la filière automobile. Le groupe piloté par Thierry Morin a perdu l'an dernier 207 millions d'euros. Son chiffre d'affaires a même fondu d'un quart au dernier trimestre. L'année 2009 ne se présente pas sous les meilleurs auspices avec en ligne de mire une marge op' vraisemblablement négative au 1er semestre.

Maintenant, quel est le sens d'un tel investissement ? Le [FSI doit-il orchestrer sur la durée le sauvetage des sociétés](#) ? En principe, le fonds souverain made in France n'a pas vocation à rester éternellement là où il intervient en minoritaire. S'il se veut un investisseur de moyen-long terme (pas plus de 10 ans), le FSI n'est là théoriquement que pour sécuriser un acteur jugé stratégique dans son domaine. Il n'est pas non plus censé perdre de l'argent. L'idée étant d'injecter du cash pour des projets viables.

« Il doit en fait répondre à une double exigence de rentabilité et de cohérence industrielle, résume le parlementaire Bernard Carayon. Il ne s'agit ni de sauver les canards boîteux, ni de préserver les filières condamnées. Le fonds doit conférer de la stabilité et apporter le regard de l'intérêt général dans certains cas bien qu'il réponde d'abord à un

besoin ponctuel et urgent de la part d'une entreprise en difficulté ».

Un fonds qui pèse 20 milliards

Pour l'instant, le FSI dispose d'une force de frappe de 1 milliard d'euros en cash. Mais, à terme, sa capacité doit monter à 20 milliards, dont 6 en liquide. L'Etat lui cèdera ainsi ses participations dans Air France, Renault, France Télécom et les ex-Chantiers de l'Atlantique. Tous ces tickets sont évalués à environ 7 milliards. Les 7 milliards restants seront apportés par la CDC, via également le transfert de certaines de ses participations, dont Michelin, Veolia, Schneider, Eiffage ou Pernod-Ricard.

Post-scriptum :

<http://www.lexpansion.com/economie/...>